

Ukraine, la fabrique du mensonge

Meneurs et complices

Dr François Thioly, psychiatre

11 mars 2025

Argument

Tout d'abord, une évidence : la manière dont les médias occidentaux reflètent les crises qui pèsent sur le devenir de nos sociétés est univoque : sur tous les sujets sensibles on lit et entend partout à peu près la même chose. Ces médias appartiennent pour la plupart à une petite « élite » d'ultra-riches transnationaux ayant des intérêts convergents, ils sont le plus souvent subventionnés par des États vassaux de l'Amérique, qui consacre elle-même des sommes considérables à la propagande (comme on vient de le voir avec l'audit des comptes de l'USAID) et ils reçoivent des soutiens financiers de puissants organismes privés, parmi lesquels on retrouve, entre autres, Bill Gates et l'Open Society de Soros. On sait que les grands réseaux sociaux eux-mêmes ont subi des pressions du gouvernement américain qui a imposé une censure sur tous les sujets dérangeants et, dans une logique orwellienne, financé des équipes de fact-checkers afin de propager des fake-news sur tout ce qui aurait pu contrevenir aux intérêts du pouvoir, ce qu'a récemment avoué le patron de Facebook, Mark Zuckerberg. Il en résulte un modelage de l'opinion fabriquant un consensus trompeur reposant largement sur le mensonge au profit de ceux qui ont fait main basse sur l'information. Milton Friedmann avait raison d'insister sur cette formule : « there is no free lunch », sa pertinence se vérifie à travers l'uniformisation du traitement des sujets sensibles, orientée par une convergence d'intérêts sans rapport avec le bien commun. Mais en élargissant ses sources d'information on découvre une réalité très différente de celle qu'on nous présente. C'est cette réalité que je décris dans les lignes qui suivent.

Ensuite un rappel historique pour saisir la logique qui sous-tend la crise actuelle : on sait que les États-Unis se sont formidablement développés grâce à leur entrée en guerre en 1941 ; cette guerre fut la solution à une crise que le New Deal n'était pas parvenu à endiguer. La leçon a été retenue : depuis 1945, ils n'ont pour ainsi dire jamais vraiment cessé d'être en guerre, moyen désormais privilégié pour préserver une hégémonie que seule l'URSS leur contesta un temps. Depuis l'effondrement du bloc soviétique, ils ont régné sans partage sur un monde unipolaire, position indispensable au maintien d'un mode de vie tributaire de cette domination. Ce qui suit se propose d'éclairer les effets de cette nécessité sous un angle que nos médias ne sauraient nous aider à discerner, car largement inféodés aux intérêts états-uniens.

Tout ce que j'avance ici repose sur des réalités factuelles, vérifiables et sourcées, mais c'est aussi un texte d'humeur, tant est grande mon indignation devant la dangereuse manipulation dont nous sommes victimes au nom d'intérêts sans commune mesure avec ceux de peuples qui ne demandent qu'à vivre en paix.

Les origines

La guerre d'Ukraine résulte de convulsions géopolitiques bien antérieures au 24 février 2022. Après l'effondrement de l'URSS, les Américains avaient promis à Gorbatchev qu'ils n'étendraient pas l'OTAN vers l'est.

Mais dès l'accession au pouvoir de Boris Eltsine, contrairement à cette promesse, dont on ne sait d'ailleurs pas exactement si elle avait fait l'objet d'un document écrit ou si elle n'avait été qu'orale (bien que tout récemment il semble qu'ait émergé un document mentionnant explicitement un tel engagement) l'OTAN a commencé à intégrer les anciens pays du pacte de Varsovie, et les protestations réitérées d'Eltsine n'y ont rien pu. La Russie, en proie à d'énormes problèmes intérieurs, n'avait de toute façon pas les moyens d'y faire obstacle. Lorsque Poutine prit les commandes du pays fin 1999, il fit clairement savoir qu'il ne tolérerait pas que l'Ukraine à son tour soit intégrée à l'Alliance Atlantique ; elle devait rester neutre, zone tampon entre l'OTAN et la Russie. Et ceci d'autant plus que l'OTAN, alliance pourtant censément défensive, venait de faire la démonstration de son potentiel offensif en intervenant sans mandat de l'ONU en ex-Yougoslavie, bombardant Belgrade du 24 mars au 10 juin 1999, réalisant par la même occasion la première violation flagrante du droit international depuis l'effondrement de l'URSS.

Puis il y eut l'invasion de l'Irak en 2003 ; là ce n'était pas l'OTAN, mais une autre coalition elle aussi sous l'égide des USA, une nouvelle fois en violation du droit international, faisant suite à l'annonce par Washington que l'Irak détenait des armes de destruction massive, armes dont on n'a jamais trouvé trace.

Puis ce furent les révolutions de couleur, largement encouragées par la CIA...

Le droit international tout comme la confiance en la bénignité de l'Amérique n'étaient désormais plus que fictions vidées de toute substance, tout devenait possible. La Russie ne manquera pas de le rappeler lorsqu'il lui sera reproché de violer ce droit par son invasion d'une partie du territoire ukrainien.

Entretemps, et donc en contradiction avec les promesses faites à la Russie, l'OTAN n'a cessé de s'étendre : en 2004, sept nouveaux pays en devinrent membres à leur tour : la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie, portant à 26 le nombre de pays susceptibles d'adhérer à la vision américaine des relations internationales héritée de la guerre froide.

Le rôle clé de la politique étrangère américaine

Les Russes avaient donc de très sérieuses raisons de ne pas faire confiance aux USA. Ils ont protesté mais sans être entendus ; en 2000, lorsqu'il accéda au pouvoir, Poutine alla jusqu'à exprimer le désir de faire adhérer la Russie à l'OTAN, mais sa requête fut rejetée, tout comme fut traité par le mépris, à la même époque, l'intérêt qu'il avait manifesté pour que la Russie rejoigne l'UE. Hubert Védrine regrettera d'ailleurs plus tard la manière dont on humilia Poutine en ne répondant pas à ses demandes, voyant dans le mépris affiché à son endroit une des raisons de son rapprochement avec l'Asie. C'eût été pourtant le meilleur moyen de sortir de la logique de guerre froide qui aboutira à la situation actuelle. En effet, à mesure que les néoconservateurs prenaient le contrôle de la politique étasunienne, elle s'est approprié cette logique, réactualisée par les doctrines de Brzezinski et Wolfowitz qui préconisent d'écraser dans l'œuf tout pays (ou alliance de pays) susceptible de concurrencer l'Imperium américain. La politique étrangère américaine, quel que soit l'hôte de la Maison Blanche, obéit en effet à deux priorités : assurer la permanence de l'hégémonie des USA dans un monde devenu mono polaire depuis l'effondrement

de l'URSS et garantir l'accès aux sources d'énergie et ressources minérales pour faire face à ses besoins gigantesques à la croissance exponentielle.

Affaiblir l'Europe

Dans la perspective de la première de ces priorités, il convenait d'en finir dès la fin les années 90 avec la menace que représenterait une Eurasie associant les immenses ressources naturelles de la Russie à la puissance industrielle de l'Europe, tout particulièrement de l'Allemagne, moteur économique du Vieux Continent.

Georg Friedman, politologue et fondateur de la société de renseignement et d'analyse géostratégique Stratfor (proche du Pentagone, souvent appelée « CIA de l'ombre ») explique très posément, dans une conférence historique donnée à Chicago en 2017, que la prochaine guerre se déroulera en Ukraine : les Russes ayant clairement annoncé que l'indépendance de ce pays était une nécessité vitale pour leur sécurité, ils ne pourraient tolérer que cette indispensable zone tampon intègre à son tour l'OTAN pour y accueillir des bases militaires avec des missiles à quelques centaines de kilomètres de Moscou. Et Friedman d'affirmer dans cette conférence que viendrait inévitablement le moment où la militarisation occidentale de l'Ukraine obligerait la Russie à intervenir, ce qui permettrait de rompre tous ses liens avec l'Europe et de l'isoler sur le plan international. A la même époque, John Mearsheimer, professeur d'université et tête de file de l'école de pensée réaliste disait exactement la même chose, en s'appuyant sur les mêmes invariants de la politique américaine.

Dès cette époque les USA envoyaient d'ailleurs des instructeurs militaires en Ukraine, un article du NY Times révéla même que la CIA y avait installé 12 bases secrètes bien avant 2022. Mais l'Amérique ne se contentait pas de militariser l'Ukraine, elle a fait bien davantage et livré une véritable opération de guerre psychologique ; il a été prouvé qu'elle avait intensément travaillé pendant des années à travailler l'opinion à un rapprochement avec l'Occident, promouvant « l'American Culture and Way of Life », allant jusqu'à dépêcher des prédicateurs évangélistes charismatiques et politiquement très engagés, travail de fond auquel a largement participé l'USAID dont on vient d'apprendre qu'elle avait subventionné l'immense majorité des médias ukrainiens. Ces opérations visaient à couper culturellement l'Ukraine de la Russie, sous prétexte d'aider l'Ukraine, ce pays parmi les plus corrompus du monde, à se rapprocher du modèle de société démocratique occidentale.

La révolution opportune

Depuis l'indépendance de l'Ukraine le 24 août 1991, l'antagonisme entre les oblasts du Donbass (Donetsk et Lugansk), très majoritairement russophones, et le reste du pays s'accompagnaient d'une guerre larvée entre séparatistes soutenus par la Russie et milices néo-nazies (Azov en particulier) au service du régime de Kiev.

En 2010 des élections démocratiques portèrent au pouvoir un président pro-russe, Viktor Ianoukovitch, mais la Révolution de Maïdan, en 2014, très largement instrumentalisée par la CIA, aboutit à sa destitution au profit d'un président pro-occidental. Il convient de rappeler le rôle qu'y tint Victoria Nuland, à l'époque secrétaire d'État assistante pour l'Europe et l'Eurasie, plus tard sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques sous Biden, donc numéro 3 de la diplomatie américaine, elle qui avait si joliment dit « fuck the EU » à propos du sabotage de Nordstream. Les Américains parvinrent même à faire nommer au poste de ministre des Finances de

l'Ukraine Natalie Ann Jaresko, une femme ayant travaillé pour le département d'État américain. Deux documentaires exposent de manière éloquente le rôle des USA dans cette révolution, celui de Pierre Moreira, « les masques de la révolution » et celui produit par Oliver Stone, « Ukraine on fire ».

Les prémices

La révolution de Maïdan n'a pas apaisé les conflits dans les oblasts de l'est, le gouvernement qui en est issu n'ayant pas mis un terme à la politique répressive qui prévalait à l'égard des « porcs » russophones, ainsi qu'ils étaient qualifiés, à qui on continua d'imposer une véritable ségrégation : restriction du statut du russe dans l'administration, l'éducation et les médias y compris dans les zones majoritairement russophones, fermeture autoritaire de chaînes de télévision russophones, persécutions des orthodoxes, entre autres mesures vexatoires. C'est dans ce contexte qu'en 2015 la France et l'Allemagne participèrent à la signature du protocole de Minsk (le deuxième du nom) avec la Russie, l'Ukraine et les républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk, protocole censé mettre un terme à la guerre du Donbass et garantir les droits des populations russophones.

Le marché de dupes

Ce protocole ne fut jamais appliqué, et on apprit par la suite, de la bouche même de François Hollande et d'Angela Merkel qui l'avaient pourtant signé et étaient garants de son application, qu'il n'était destiné qu'à gagner du temps pour permettre à l'Ukraine de s'armer et de devenir « OTAN-compatible ». La guerre larvée se poursuivit donc, les populations proches de la ligne de démarcation entre milices néo-nazies kieviennes et résistants pro-russes continuant de subir de lourdes pertes et devant, pour certaines, vivre terrées dans des sous-sols. On estime que ce conflit couta la vie à plus de 10000 personnes entre 2014 et 2022. Et cela, dans la plus complète indifférence des pays occidentaux, efficacement travaillés par les très nombreuses officines de propagande américaine (parmi lesquelles l'USAID, comme on l'a récemment découvert), ce que curieusement on ne qualifie jamais d'ingérence.

Les préparatifs

Pendant les années qui suivirent 2014, l'Ukraine reçut des aides militaires occidentales (y compris françaises et britanniques), les Américains y multiplièrent les laboratoires biologiques : dans les tout premiers jours suivant le 22 février 2022, on pouvait encore trouver sur le site de l'ambassade US à Kiev les adresses mail d'une dizaine de ces laboratoires qui tous se déclaraient financés par le Pentagone ; les autorités américaines ont d'ailleurs admis leur existence (Tulsi Gabbard pendant sa récente audition devant le Sénat), laissant entendre qu'ils étaient destinés à fabriquer des armes biologiques, violation de la convention de Genève, mais lorsque le ministre des affaires étrangères russe présenta à la tribune de l'ONU les preuves de leur existence nos médias qualifièrent unanimement ces révélations de fake-news.

Le déclenchement

A de multiples reprises, devant la poursuite des bombardements kieviens des oblasts de l'est en dépit des accords de Minsk, la Douma avait fait pression sur Poutine pour qu'il intervienne et porte secours aux « frères russes ». Mais il fallut la très nette intensification de ces bombardements début 2022, une nouvelle pression de la Douma et l'appel à l'aide des républiques autonomes du Donbass pour qu'il se

résolve à déclencher « l'opération spéciale ». Les prévisions de Friedman et Mearsheimer (entre autres) se réalisaient, tout avait efficacement été mis en œuvre pour pousser la Russie à la « faute ». Car bien sûr, c'est immédiatement ainsi que cette intervention fut qualifiée par l'Ouest. Relevons cependant que l'ONU reconnaît explicitement le droit d'un pays d'intervenir militairement dans un autre pays si cette intervention est justifiée par une demande d'assistance de la part du gouvernement légitime de ce pays.

Il est important de réaliser que cette intervention était celle d'un corps expéditionnaire d'environ 100000 hommes, une troupe évidemment bien trop modeste pour envahir et occuper ce vaste pays qu'est l'Ukraine ; mais on nous présenta aussitôt cette « opération » comme une guerre d'invasion mettant en péril la sécurité de l'Europe tout entière. Une petite partie des troupes se dirigea vers Kiev, le calcul de Poutine étant sans doute que l'Ukraine, dont les moyens militaires avaient été massivement détruits dès les trois premiers jours, allait très vite négocier un cessez-le-feu et/ou que surviendrait un renversement du gouvernement de Zelensky, qu'il considérait comme une marionnette américaine, un ex-comédien sans expérience politique, et corrompu de surcroît comme l'ont montré les Panama Papers, donc aisément manipulable, ce qui aurait permis l'organisation d'élections et le rétablissement d'un gouvernement pro-russe. Ainsi serait mis un terme à la persécution des russophones et s'amorcerait une coopération avec la Russie selon les termes définis par le projet mutuellement avantageux que Poutine avait précédemment soumis à l'Ukraine (une union douanière, l'Union économique eurasiennne (composée notamment de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan). Il semble très vraisemblable qu'étant donné les moyens initialement engagés, le président russe n'ait initialement pas eu d'autre ambition que celle-là, ainsi qu'il l'a toujours répété et contrairement au rêve impérialiste que lui prêtent ses ennemis. Mais aujourd'hui que la guerre dure depuis trois ans, il est prévisible qu'il profitera de sa position de force pour revendiquer bien davantage lorsque la diplomatie prendra le relais des armes. En effet l'opération spéciale ne pouvait que se transformer en guerre d'attrition, le plan américain qui l'avait préparée de longue date afin qu'elle coupât la Russie de l'Europe exigeant qu'elle dure, quel qu'en fût le coût pour l'Ukraine.

Faire durer la guerre

C'est pour cette raison que Boris Johnson fut dépêché pour interdire toute signature entre Kiev et Moscou alors qu'un compromis avantageux avait été mis au point dès les tout premiers jours de l'opération spéciale. Il promit à Zelensky que les Occidentaux l'aideraient à gagner cette guerre. L'aide militaire afflua, et le conflit s'amplifia. Quelques mois plus tard, à Istanbul, une nouvelle tentative de rapprochement entre l'Ukraine et la Russie subit le même sort, les Américains se chargeant cette fois-ci de la faire avorter. Le calcul de Poutine avait été déjoué, et il n'avait sans doute pas anticipé que l'OTAN entrerait dans la danse. En effet, sans l'aide militaire gigantesque octroyée à l'Ukraine, la guerre n'aurait d'ailleurs pas pu se poursuivre. La France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, et bien sûr les USA envoyèrent des instructeurs et une quantité phénoménale d'armes par multiples vagues successives, dont beaucoup d'ailleurs étaient revendues au marché noir dès leur arrivée en Ukraine ; ChatGPT, pourtant très prudent, souligne que « bien qu'un chiffre exact ne soit pas disponible, il est reconnu que le détournement d'armes vers le marché noir ou vers des acteurs non étatiques est une préoccupation majeure

pour les pays fournisseurs et les organisations internationales ». Par ailleurs, on sait qu'une bonne partie des sommes allouées pour l'aide humanitaire fut elle aussi détournée par une oligarchie corrompue et servit à la construction de magnifiques villas à l'étranger. Tout récemment, Zelensky lui-même s'est plaint de n'avoir réellement touché qu'une fraction des quelque 175 milliards de dollars fournis par le gouvernement Biden et les 145 milliards fournis par l'Europe (pourtant exsangue...) En 2023 éclata d'ailleurs un scandale dont même certains organes de presse occidentaux se firent l'écho : les fortifications coûteusement financées devant empêcher l'avancée des troupes russes n'avaient pas été construites, l'argent en avait tout simplement été détourné. Le commandement russe fut très surpris de ne pas rencontrer de résistance sur cette ligne de front, ce qui n'empêcha pas tous nos experts de plateau de continuer d'affirmer que la contre-offensive ukrainienne (il faudrait dire « otano-kievienne ») allait être le commencement d'une victoire certaine, et que l'armée ennemie allait s'effondrer au plus tard en avril 2023. C'est tout l'inverse qui se produisit.

L'aveuglement

Depuis le début de cette guerre sanglante, le parti-pris de nos pays est clair et relève d'une vision manichéenne qui n'a pas grand-chose à voir avec la géopolitique, ni avec le simple réalisme. Et nos médias ont massivement adopté cette vision binaire, ne rapportant qu'une seule version de situations pourtant éminemment complexes, toujours la même, illustrant tristement la citation de Kipling, « la première victime d'une guerre, c'est la vérité », ne manquant jamais une occasion de cibler la Russie et de lui promettre une défaite imminente, de lui prêter les crimes les plus odieux sans jamais revenir sur les faits lorsque des preuves indiscutables venaient contredire le narratif officiel. En revanche, ils ne rapportent jamais les exactions ukrainiennes, les bombardements incessants de sites civils dans les oblasts russophones, la multiplication des actions terroristes en territoire russe, les rafles pour venir grossir des troupes pauvrement formées et équipées, faisant chaque jour grimper le nombre de victimes qu'on évalue aujourd'hui à un million. Les propos de Poutine étaient nécessairement ceux d'un fou sanguinaire, alors que Zelensky est un glorieux héros qu'on fait intervenir en direct sur écran géant pendant le festival de Cannes, et qui fait la une de tous les magazines, jusqu'à cette semaine, où on le voit, triomphant, en couverture du Point, souligné d'un seul mot « DEBOUT » alors que sa position n'a jamais été si fragile : ayant joué le rôle qu'on lui avait assigné, il y a fort à parier que les Américains ne tarderont pas à se débarrasser de lui.

Suicide européen ?

L'Europe avait choisi son camp, d'une manière d'ailleurs étrangement contraire à ses intérêts, puisque les sanctions contre la Russie mises en œuvre dans une logique dictée par les États-Unis, aggravées par des renforcements successifs, allaient évidemment en faire une victime collatérale. La France y mit d'ailleurs un zèle particulier, son ministre des finances promettant à la Russie que ces sanctions seraient une bombe atomique économique qui allait mettre son économie à genoux ; bien loin du souhait visionnaire du général de Gaulle en 1959 de voir advenir « une Europe de l'Atlantique à l'Oural, une Europe qui aurait décidé du destin du monde »...

C'est au contraire l'économie européenne qui désormais est à genoux puisque le boycott des très avantageuses ressources énergétiques russes entraîne une multiplication par trois du coût de ces ressources, désormais en partie importées des

USA qui trouvent là une merveilleuse opportunité de vendre leur gaz liquéfié à un prix avantageux, mais aussi de pays tiers qui, douloureuse ironie, s'approvisionnent en Russie pour nous revendre ce dont nous prétendions nous passer, mais là aussi, trois fois plus cher qu'en les achetant directement à la Russie. Très surprenante coopération suicidaire à la guerre que l'Amérique nous livre par le truchement d'un conflit avec la Russie qu'elle fait mener par d'autres ! Comme disait Friedman en 2017 lorsqu'il commentait avec un petit sourire la guerre par « proxys » interposés ayant désormais la préférence des USA, car elle évite d'envoyer de GIs se faire tuer sur le terrain des opérations : « ce n'est pas éthique, c'est cynique, mais ça marche ».

La Russie, elle, voit son économie décoller grâce aux sanctions que nous lui imposons, infligeant par là un démenti cuisant aux prévisions de nos dirigeants qui n'en poursuivent pas moins la même politique ruineuse et périlleuse, prenant le risque que nos pays, tout particulièrement la France, soient considérés comme co-belligérants, avec les dramatiques conséquences que cela pourrait avoir.

La réalité est en effet cruelle : ce sont nos pays européens qui flirtent avec la récession alors que l'augmentation du PIB de la Russie dépasse 3% en 2023, atteignant même un peu plus de 4% en 2024, comme viennent récemment de le publier les Echos (<https://www.lesechos.fr/monde/europe/pourquoi-la-russie-affiche-une-croissance-economique-spectaculaire-2147532>), l'interruption des importations occidentales la contraignant à une réindustrialisation massive qui, sans ces sanctions, ne se serait pas faite avec la même vigueur. Sans compter que l'isolement que lui promettaient les Occidentaux s'est mué en son inverse : ce sont nos pays européens qui mesurent désormais combien leur rôle s'est amenuisé.

L'Europe défaite et son étrange logique

Quant aux USA, ils profitent de la déconfiture européenne, ils proposent des conditions d'installation avantageuses à nos entreprises pénalisées par l'explosion des coûts de l'énergie, ce qui accélère la désindustrialisation du vieux continent. Les objectifs de la guerre d'Ukraine sont atteints, l'Europe est durablement coupée des ressources russes, elle n'est pas près de surmonter les difficultés économiques consécutives au suivisme que lui vaut son statut de vassal des USA, soigneusement cultivé par la Présidente de la Commission européenne, la très compromise Ursula von der Leyen. Pire encore, certains dirigeants nationaux, Macron en tête, s'entêtent à vouloir prolonger une guerre dont les USA n'ont évidemment plus besoin, sans égard pour les pertes que cela continuera de causer à un pays dévasté, ni pour son coût exorbitant pour nos économies défaillantes et même, comme déjà souligné, un risque majeur au cas où la Russie viendrait à nous considérer comme co-belligérants.

La pernicieuse logique du « quoi qu'il en coûte » à nouveau à l'œuvre ? Ou est-ce le refus de se confronter à la douloureuse évidence d'avoir été joués une fois de plus par l'Amérique avec la complicité d'élites assujetties à des intérêts qui ne sont pas ceux de nos pays ? En tout cas tout est fait pour convaincre nos peuples que la Russie représente un danger vital, qu'une défaite de l'Ukraine, pourtant actée dès les tout premiers jours de ce conflit, ouvrirait la porte à une invasion russe. On recourt à la recette si efficacement éprouvée à l'occasion de la Covid : manipuler nos émotions par la peur pour nous faire adhérer à un narratif parfaitement mensonger et accepter des décisions aussi périlleuses qu'absurdes. Est-ce pour détourner notre attention

des problèmes intérieurs qui risqueraient de devenir explosifs si on ne parvenait pas à nous focaliser sur un imaginaire péril extérieur ?

Objectifs américains atteints, et maintenant ?

Toujours est-il que les Etats-Unis, ayant largement atteint le premier objectif de cette guerre, ont désormais quartier libre pour mettre en œuvre le second acte de leur plan : faire main basse sur les richesses ukrainiennes. Celles en tout cas que les Russes leur concéderont, car dans cette affaire, ce sont eux qui sont en position de force. Et ce sont les territoires qu'ils ont conquis et n'entendent pas restituer qui recèlent le plus de richesses dans leur sous-sol. L'immense dette que l'Ukraine a contractée en conséquence de l'aide très intéressée des USA, de l'envoi massif de matériel dont d'ailleurs une bonne partie était obsolète, destinée à la destruction, ce qui aurait coûté une fortune économisée grâce à son envoi en Ukraine, ce pays dévasté ne pourra évidemment jamais la rembourser autrement qu'en cédant ses champs de céréales et les minerais que voudront bien lui laisser les Russes. Le cynisme imposait donc que la guerre durât suffisamment longtemps pour que ce marché en vaille la peine. C'est désormais chose faite. Mais il est temps d'arrêter les frais avant que Poutine n'étende ses conquêtes vers le sud-ouest, jusqu'à Odessa, importante ville portuaire majoritairement russophone. En acceptant avec réalisme que l'objectif de faire éclater la Russie et de voir s'effondrer le régime de Poutine, n'a pas été atteint, bien au contraire ; mais, comme on va le voir, dans la configuration qui prévaut désormais, c'est sans doute plutôt une bonne chose.

En effet Trump, de manière parfaitement rationnelle et bien loin de la caricature qu'on dresse de lui dans nos médias, a compris qu'il n'avait plus rien à gagner à continuer d'alimenter une guerre au-delà du point où le retour sur investissement commencerait à devenir défavorable. Abandonnant les Européens à leurs chimères, il privilégie désormais un rapprochement avec Poutine pour chercher à en faire au moins temporairement un allié, et pour cela mieux vaut un allié solide. En réalité, il ne fait que poursuivre une feuille de route établie depuis plus de vingt ans, telle que décrite par les experts déjà cités, que nous, Européens, aurions été bien inspirés d'écouter.

A présent et toujours en application de la doctrine Wolfowitz, l'objectif de l'Amérique est de se concentrer sur un autre rival potentiel : la Chine. Toutes les ressources de la propagande seront déployées pour fédérer le plus grand nombre de nations possibles autour d'une position offensive à l'égard de la menace que l'Amérique belliciste voit en elle. Il est donc urgent de tenter de la couper de la Russie, car le rapprochement entre ces deux pays, favorisé par la guerre d'Ukraine, doit absolument être inversé. On peut donc s'attendre à ce que Trump fasse d'importantes concessions à Poutine, non pas parce qu'il serait un agent du KGB, comme l'a si ridiculement avancé tout récemment le Guardian, mais parce que c'est crucial pour les USA qui n'ont pas les moyens d'ouvrir deux fronts ; il leur faut donc s'affilier l'immense Russie, ce qui est un pari osé qui ne sera gagné que si Poutine y voit son intérêt ; en fin stratège, il saura sans doute tirer avantage de cette nécessité. Il a déjà fait mine de concéder l'entrée de l'Ukraine dans l'Union Européenne contre la seule chose qui lui importe vraiment : exclure qu'elle intègre l'OTAN. Cadeau empoisonné pour l'Europe qui se retrouverait ruinée, condamnée à consacrer une part massive de son budget à ce pays dévasté, sans parler des problèmes que cela poserait à notre agriculture dans un état déjà si critique.

Le pari de Trump est donc risqué, mais c'est un pari vital pour que l'Amérique puisse préserver son Imperium tout puissant. Le monde a cependant beaucoup changé, et un tel projet relève peut-être désormais d'une vision obsolète. À cet égard l'affrontement entre les deux candidats à la présidentielle américaine, Trump et Biden, deux hommes de près de quatre-vingts ans, révèle une troublante similitude avec les derniers instants de l'URSS alors aux mains d'une gérontocratie déconnectée des réalités contemporaines. On peut donc craindre que l'Amérique de Trump ne s'effondre à son tour pour les mêmes raisons. En effet si les USA perdent une hégémonie qui leur a tant profité depuis 1945 et que dans la foulée le dollar cède progressivement son privilège de monnaie d'échange quasi exclusive, que donc l'Amérique ne puisse plus inonder le monde de fausse monnaie en exportant massivement sa dette, une page de l'histoire se tournera pour elle et ce sera le temps de promettre aux Américains sinon du sang et des larmes, mais assurément des pleurs et des grincements de dents !

L'Europe, variable d'ajustement?

Mais dans l'immédiat, les efforts de la nouvelle administration américaine pour se rapprocher de la Russie de Poutine sont interprétés par nos commentateurs comme une trahison de l'Europe. Ils perdent totalement de vue que l'Amérique n'a jamais travaillé qu'à la défense de ses propres intérêts. Et Trump insiste depuis longtemps sur la nécessité que le Vieux Continent paye davantage pour sa défense. Il a tout à y gagner : le réarmement de l'Europe passera inévitablement par l'achat de matériel américain, avec la nécessité pour nos pays de s'endetter plus massivement encore. En dollars...

Cependant son exigence que les Européens consacrent 5% de leur PIB à leur réarmement semble irréaliste et a peu de chances d'être acceptée, car de telles dépenses contraindraient nos pays à de douloureux arbitrages : nos modèles de protection sociale, uniques au monde, n'ont-ils pas précisément été rendus possibles grâce à notre faible taux de dépenses d'armement ? Seuls trois pays y consacrent environ 2% de leur PIB, tous les autres sont nettement en-dessous. On est loin des 5% !

Trump n'aurait d'ailleurs pas tout à fait tort de prétendre que c'est l'Amérique qui a financé notre bien-être à la place des Européens pour assurer leur défense ! En tout état de cause, accroître dans de telles proportions nos dépenses militaires impliquerait des choix auxquels nous ne sommes pas prêts. Quant à la proposition d'Ursula von der Leyen de consacrer 800 milliards au réarmement, ce qui impliquerait inévitablement, d'une manière ou d'une autre, une création monétaire massive, à l'instar de ce que fait l'Amérique depuis qu'elle a imposé le dollar comme devise d'échange internationale, privilège exorbitant que Trump entend bien défendre coûte que coûte face à la montée des BRICS. A ceci près que l'euro ne bénéficie pas du tout de ce statut qui permet si commodément aux USA d'exporter leur dette faramineuse dans le monde entier.

Mais au cas où l'Europe, cédant à la pression américaine, parvenait d'une manière ou d'une autre à se hisser au rang de puissance militaire crédible, ce serait encore tout bénéfice pour l'Amérique : outre les inévitables importations de matériel américain, cette Europe durablement hostile à la Russie représenterait un atout au cas où l'objectif de couper la Russie de la Chine n'était pas atteint et que l'Amérique ait besoin d'un allié continental contre un bloc asiatique. Ainsi, dans l'hypothèse où il faudrait contenir militairement la Russie, ce seraient les Européens qui s'en

chargeraient en éternels vassaux des intérêts étatsuniens, obéissant servilement à l'impératif dicté par la doctrine Wolfowitz. Tout cela relève du jeu de poker mais est assez transparent quand on garde en tête quelles sont en effet les deux priorités de la politique étrangère américaine : pas de concurrent et accès garanti aux ressources énergétiques et minérales.

Le dérapage fatal

Nos dirigeants se montrent d'ailleurs magnifiquement disposés à jouer ce rôle avant même qu'il s'avère nécessaire : alors qu'on n'a jamais autant parlé de paix depuis trois ans, l'Europe, et tout particulièrement Macron, ne parle que de guerre. Les récentes interventions de notre Président, où il s'est livré une fois de plus à une caricaturale surenchère de la peur, en sont l'exemple le plus symptomatique, celui d'une dérive dans une réalité alternative, mais ô combien mortifère. Une fois de plus, il se met en scène pour distiller l'effroi et manipuler ainsi nos émotions afin de nous rendre inaptés à la réflexion, à la prise de recul. Il n'a pas hésité à prophétiser l'évolution de la puissance militaire russe, lui prêter des ambitions de conquête qui ne reposent sur rien, pour souligner le danger « existentiel » qu'elle représente pour nous et nous faire adhérer à son discours. Tour de prestidigitateur par lequel il évacue complètement les vrais enjeux, les véritables dangers, très réels, eux, et si actuels qui pèsent sur notre pays. La manière dont nos médias se font l'écho de cet alarmisme, martelant inlassablement le même discours anxiogène (franceinfo en tête) montre une fois de plus à quel point, sur les sujets les plus sensibles, ils sont à la solde du pouvoir et les instruments de sa propagande.

Jusqu'au suicide...

En revanche, on ne les voit jamais souligner le péril que représente notre dépendance alimentaire. Excepté un petit nombre de pays dont la France, mais juste à l'équilibre, l'Europe et la Grand-Bretagne ne sont pas auto-suffisantes sur ce plan, nous dépendons massivement des deux Amériques, mais aussi de la Russie : la France continue d'importer de Russie d'indispensables engrais et malgré la guerre, ces importations sont passées de 402000 tonnes en 2021 à plus de 750000 tonnes en 2023 tout comme en 2024, nous en importons même des céréales. Personne ne souligne que la dépendance agro-alimentaire est plus critique encore que la dépendance énergétique alors que dans le même temps, on ne fait rien pour y remédier, pire encore, on convertit des surfaces agricoles à la production d'énergie photovoltaïque ou éolienne. Dans le même temps, des intérêts privés très puissants investissent dans les usines de viande synthétique, promeuvent l'intégration de farines d'insectes dans notre alimentation, intérêts parmi lesquels on retrouve, entre autres, Bill Gates, qui est devenu l'un des plus grands propriétaires de terres agricoles américaines, mais aussi l'Open Society Foundation de Georges Soros, ou encore BlackRock qui acquiert les terres agricoles d'Ukraine. On voit ainsi que le contrôle des ressources alimentaires est devenu un enjeu crucial, de plus en plus aux mains de la même petite « élite » financière dont les intérêts ne sont pas nécessairement ceux du plus grand nombre ; n'est-il donc pas surprenant que nos médias qui s'enflamment contre la Russie n'évoquent à peu près jamais cette question pourtant vitale et que les décisions géopolitiques de nos dirigeants semblent n'en tenir aucun compte ? Là encore, il est urgent de se poser les bonnes questions et de se libérer des œillères qu'on ne cesse de nous imposer.